ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gaz

Question écrite n° 101632

Texte de la question

Mme Sandrine Mazetier attire l'attention de Mme la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement sur la nouvelle hausse du prix du gaz pour les ménages. Une augmentation de 5 % est annoncée pour le 1er avril, portant à plus de 20 % la hausse du prix du gaz depuis le 1er avril 2010. Pourtant, le Gouvernement avait annoncé un gel des prix en 2011. Or, moins de deux mois plus tard, il se déjuge. Cette hausse des prix aura un impact direct sur les budgets des Français, dans lesquels l'énergie prend une place de plus en plus importante. Déjà, 300 000 ménages ne se chauffent plus ou mal, du fait de leurs situations économiques et environ 3,4 millions de ménages consacrent plus de 10 % de leurs revenus à se chauffer, ce qui a forcément des impacts sur d'autres postes de dépenses comme la santé, l'éducation. Cette nouvelle hausse pourrait aggraver le phénomène : le président du réseau Rappel estime ainsi que 2,5 millions de ménages supplémentaires pourraient souffrir de précarité énergétique suite à une augmentation des prix de l'énergie de 20 %. Ce chiffre est à mettre en parallèle avec l'explosion du nombre de coupures d'impayés sur le gaz depuis 2008 : de 10 000 à 300 000, selon les premières estimations de GRDF. Elle rappelle que l'État est actionnaire à près de 40 % de GDF Suez et que, à ce titre, il doit peser sur la politique tarifaire de l'entreprise. Elle lui demande les mesures qu'elle compte prendre pour venir en aide aux personnes déjà frappées par la précarité énergétique et à celles qui pourraient le devenir suite à ces hausses successives du prix du gaz.

Données clés

Auteur : Mme Sandrine Mazetier
Circonscription : Paris (8e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 101632
Rubrique : Énergie et carburants
Ministère interrogé : Écologie, développement durable, transports et logement
Ministère attributaire : Économie, finances et commerce extérieur

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 8 mars 2011, page 2152
Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)